



Sénatrices
et Sénateurs
SOCIALISTES &
RÉPUBLICAINS

Les COMMUNIQUÉS du GROUPE

**COMMUNISTE, RÉPUBLICAIN CITOYEN et
ÉCOLOGISTE**



COMMUNIQUE DE PRESSE

Mercredi 10 avril 2019

ADP : DONNONS LA PAROLE AU PEUPLE !

Depuis des mois, le groupe Socialiste et Républicain et le groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste contestent au Sénat et dans le pays la privatisation des aéroports de Paris. Cette privatisation est un non-sens économique, budgétaire et environnemental : la concession pendant 70 ans à un opérateur privé rapportera moins à l'Etat que les bénéfices de l'exploitation, affaiblira le service public pour les usagers aériens et insécurisera les riverains face aux nuisances.

Privatiser ADP c'est :

- Livrer une entreprise chargée de missions de service public à des logiques actionnariales privées avec le risque d'une hausse des tarifs et d'une baisse de la qualité des services pour les usagers et les compagnies aériennes (Air France)
- Perdre la main sur des infrastructures stratégiques de notre pays qui sont des outils de structuration et d'aménagement de notre territoire
- Abandonner des prérogatives régaliennes en termes de sécurité, de sûreté et d'accueil sur le territoire national

Face à ce constat, nos groupes ont contribué au rassemblement de plus de 185 parlementaires pour déposer une proposition de loi référendaire visant à rendre ces aéroports non privatisables. Ce texte propose que l'aménagement, l'exploitation et le développement de ces aéroports relèvent d'un service public national au sens du préambule de la Constitution de 1946 et doit donc nécessairement rester dans le domaine public.

Cette procédure inédite dans notre histoire parlementaire est aujourd'hui nécessaire pour empêcher la privatisation des aéroports, qui serait une dramatique erreur, à l'image de celle des autoroutes.

Nous appelons désormais le Président de la République et son gouvernement à renoncer à leur projet de privatisation et à sanctuariser le service public aéroportuaire francilien, soit de leur propre chef, soit en laissant le peuple trancher par référendum. Il est temps de tirer les leçons du grand débat et de la crise et de donner la parole aux Français, sur ce sujet majeur.